



## État des réalisations 2007-2008

**Mise en oeuvre de l'article 41  
de la *Loi sur les langues officielles***

MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA  
[www.justice.gc.ca/fra/pi/franc/41/publications.html](http://www.justice.gc.ca/fra/pi/franc/41/publications.html)



Ministère de la Justice  
Canada

Department of Justice  
Canada

Canada

Pour des copies additionnelles, veuillez communiquer avec :  
Francophonie, Justice en langues officielles et Dualisme juridique  
275, rue Sparks, TSA 5016  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8  
Téléphone : 613-952-1127  
Télécopieur : 613-946-3106  
Cette publication est disponible sur le site Web : [www.justice.gc.ca/fra/pi/](http://www.justice.gc.ca/fra/pi/)  
© Ministère de la Justice du Canada

**ÉTAT DES RÉALISATIONS 2007-2008  
DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA**

**TABLE DES MATIÈRES**

Renseignements généraux	2
Brève description du mandat de l'organisme	2
Responsables du dossier	3
Période couverte	3
Sommaire des principaux résultats atteints	3
Réseau des coordonnateurs	8
Coordonnateurs de programmes et de politiques	9
Liste de diffusion	10
Sensibilisation	11
Consultations	13
Communications	18
Coordination et liaison	26
Financement et prestation des programmes	33
Reddition de comptes	35
Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	38
Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	47
Fonds du système de justice pour les jeunes	48
Initiative sur les victimes d'actes criminels	50

## SOMMAIRE ÉTAT DES RÉALISATIONS 2007-2008

### 1. Renseignements généraux

Le ministère de la Justice est l'un des ministères et organismes fédéraux désignés par le ministère du Patrimoine canadien et à ce titre, il doit soumettre annuellement un bilan de ses réalisations pour la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* (LLO) au ministère du Patrimoine canadien.

Ce rapport présente les réalisations du ministère de la Justice pour l'année 2007-2008, conformément aux objectifs qu'il s'est fixé dans son Plan d'action pour la mise en œuvre de l'article 41, 2005-2010.

**Ministère de la Justice du Canada**

284, rue Wellington

Ottawa (Ontario)

K1A 0H8

Tél. : 613-957-4621

Téléc: 613-946-3106

<http://www.justice.gc.ca>

**Ministre responsable :** L'honorable Robert Douglas Nicholson  
**Ministre de la Justice et Procureur général du Canada**

### 2. Brève description du mandat de l'organisme

Le ministère de la Justice veille à ce que le système de justice du Canada soit aussi équitable, accessible et efficace que possible. Le ministère de la Justice sert les Canadiens et les Canadiennes indirectement en faisant fonction de cabinet juridique du gouvernement plutôt que de s'occuper directement des affaires personnelles ou individuelles des citoyens. Ses responsabilités reflètent le double rôle du ministre de la Justice, qui est également le procureur général du Canada.

### 3. Responsables du dossier

Sous-ministre délégué à la Justice	Coordination nationale	Avocate-conseil et gestionnaire
Yves Côté 284, rue Wellington Pièce ÉCE-4175 Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-941-4073 Téléc. : 613-941-4074 <a href="mailto:yves.cote@justice.gc.ca">yves.cote@justice.gc.ca</a>	Adel Ghié 284, rue Wellington Pièce TSA-5023 Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-954-3723 Téléc. : 613-946-3106 <a href="mailto:aghie@justice.gc.ca">aghie@justice.gc.ca</a>	Andrée Duchesne 284, rue Wellington Pièce TSA-5020 Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-954-7233 Téléc. : 613-946-3106 <a href="mailto:andree.duchesne@justice.gc.ca">andree.duchesne@justice.gc.ca</a>

### 4. Période couverte

Le présent rapport vise la période qui s'échelonne du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2008.

### 5. Sommaire des principaux résultats atteints

L'équipe 41 du Bureau de la Francophonie, Justice en langues officielles et Dualisme juridique coordonne la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO au sein du ministère de la Justice.

L'orientation adoptée pour la compilation des réalisations du Ministère pour l'exercice 2007-2008 porte sur les activités du Ministère en lien direct avec la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO.

Les réalisations du Ministère sont présentées sous six thèmes :

1. Sensibilisation des employés et de la haute direction du Ministère à la dualité linguistique et aux priorités des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
2. Consultations des communautés de langue officielle en situation minoritaire sur leurs priorités ou sur de nouvelles initiatives, politiques ou programmes du Ministère.
3. Communications avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire au sujet des programmes et services du Ministère.
4. Coordination et liaison avec d'autres instances gouvernementales.

5. Financement et prestation de programmes aux communautés de langue officielle en situation minoritaire.
6. Reddition de comptes.

Voici le sommaire des réalisations du ministère de la Justice selon les thèmes susmentionnés.

### **SENSIBILISATION**

- Les représentants du Groupe du droit des langues officielles ont présenté des séances de sensibilisation sur les exigences de la partie VII (modifiée) de la LLO à l'intention des réseaux et ministères clients. De plus, ils ont présenté des séances de sensibilisation lors de certaines assemblées générales annuelles d'organismes non-gouvernementaux.
- À la demande de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), la Division de la recherche et de la statistique et le sous-ministre délégué du Ministère ont rencontré les représentants de la FCFA. À la fin de cette rencontre, il a été conclu que la division de la recherche évaluera la faisabilité d'explorer la dimension linguistique (avec un accent particulier sur les minorités linguistiques de langue officielle) dans le cadre des projets de recherche entrepris par le Ministère.

### **CONSULTATIONS**

- Les fonctionnaires du ministère de la Justice sont avisés d'inclure les francophones et anglophones en situation minoritaire aux consultations publiques du Ministère. De plus, les considérations en matière de langues officielles ont été prises en compte relativement aux consultations prévues et aux initiatives de participation du public suivantes :
  - Consultations touchant la troisième série de propositions visant à harmoniser les lois fédérales avec le droit civil de la province de Québec (les consultations comprenaient toutes les « Associations des juristes d'expression française »).
- Un document de consultation sur la « Détention et mise en liberté des adolescents avant le procès sous le régime de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* » a été publié sur le site web du ministère de la Justice. Tous les organismes et individus du Canada œuvrant dans le domaine de la justice, incluant les organismes représentant les communautés de langue officielle en situation minoritaire, ont été invités à partager leurs commentaires sur ce document de discussion.

- Le Sous-comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles a tenu une rencontre en novembre 2007. Les comptes-rendus des réunions sont distribués aux membres du sous-comité.
- Les représentants du Ministère ont rencontré la Directrice générale du Quebec Community Groups Network (QCGN) à quelques reprises pour établir de nouvelles façons de travailler avec le QCGN. De plus, le Ministère a initié une rencontre entre le QCGN et l'organisme de vulgarisation et d'information juridiques au Québec, Éducaloï. Cette rencontre a débouché sur un projet visant les jeunes anglophones au Québec.

### **COMMUNICATIONS**

- Il y a eu une rencontre entre le Ministère et la Fédération canadienne pour l'alphanétisation en français (FCAF) pour fournir de l'information concernant la Stratégie de justice familiale axée sur l'enfant et les possibilités de financement.
- Lors de la cinquième rencontre annuelle du Réseau des coordonnateurs responsables de la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO au Ministère qui a eu lieu en octobre 2007, la coordonnatrice du Fonds du système de justice pour les jeunes a eu l'occasion de s'entretenir avec la Directrice générale de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO).
- Les nouveaux coordonnateurs régionaux pour les Territoires et la Colombie-Britannique ont établi des relations avec certaines des associations de francophones hors du Québec. Voici une liste des associations avec lesquelles ils ont communiqué :
  - Fédération Franco-Ténoise;
  - Association Franco-Yukonnaise;
  - Fédération des francophones de la Colombie-Britannique.
- Le Ministère s'est abonné à certains journaux communautaires hors Québec afin de mieux comprendre les réalités des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- De plus le Ministère a financé des projets d'organismes faisant appel aux médias communautaires :
  - Élaboration de quatre chroniques radiophoniques par l'Alliance des radios communautaires visant à sensibiliser les auditeurs francophones aux dispositions linguistiques du *Code criminel*;
  - Une partie de la phase deux du financement du projet « Carrières en justice » présente des capsules télévisuelles afin de sensibiliser les jeunes aux questions liées au civisme et aux différentes carrières en justice en français.

## **COORDINATION ET LIAISON**

- Les responsabilités en vertu de l'article 41 ont souvent été soulevées lors des rencontres des coordonnateurs dans les unités travaillant à la mise en œuvre de la Stratégie du droit de la famille axée sur l'enfant.
- Le Comité fédéral-provincial-territorial de coordination des hauts fonctionnaires (droit de la famille) continue d'être informé des obligations découlant de l'article 41 au moyen de la rétroaction sur les propositions de financement sous forme de contribution et des négociations d'accords en vertu de l'article 25.1 de la *Loi sur le divorce*.
- Selon les besoins de l'Équipe 41 du Ministère, la division de la recherche et de la statistique apporte un soutien méthodologique et analytique notamment dans le cadre de l'enquête post-censitaire de Statistique Canada sur la vitalité des minorités de langue officielle.
- Par l'intermédiaire de financement de projets, les programmes du Ministère visés par l'article 41 de la LLO continuent d'encourager les organismes de vulgarisation et d'information juridiques désignés à considérer les besoins des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de leurs projets, et à collaborer avec les associations des juristes d'expression française de leur province.
- Le Ministère coordonne les réunions du Groupe de travail des intervenants dans le domaine de la justice et de la sécurité responsables de la mise en œuvre de la partie VII de la LLO. Ce groupe mis sur pied en 2007 par Patrimoine canadien est composé des intervenants suivants :

Sécurité publique Canada  
Agence des services frontaliers du Canada  
Gendarmerie royale du Canada  
Justice Canada

Services correctionnels Canada  
Service des poursuites pénales du Canada  
Patrimoine canadien  
Défense nationale

## **FINANCEMENT ET PRESTATION DE PROGRAMMES**

- Le Fonds de justice familiale axé sur l'enfant a reçu des fonds additionnels de 250 000 \$ pour l'exercice financier 2007-2008 visant des projets à l'appui des initiatives de justice familiale entreprises par des organismes non-gouvernementaux qui répondent aux besoins des groupes de langue officielle en situation minoritaire.
- Le Fonds du système de justice pour les jeunes a entretenu des discussions avec plusieurs organismes œuvrant dans un milieu linguistique minoritaire, tels que : Tyndale St-Georges Community Centre à Montréal, la Fédération Franco-Ténoise, le Centre des jeunes l'Escale à Montréal, ainsi que l'association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse. Ces discussions portaient

principalement sur les possibilités de financement de projets. Certains des projets ont d'ailleurs été financés par le Ministère. De plus, ces discussions ont permis au Ministère d'établir de nouveaux contacts avec des organismes œuvrant auprès de communautés de langue officielle en situation minoritaire.

- Les communautés de langue officielle en situation minoritaire sont tenues au courant des possibilités de financement par le biais du site Internet, du réseau des coordonnateurs régionaux et de programmes du Ministère et par diverses rencontres et communications. Le Ministère se sert également de fiches techniques pour faire connaître ses programmes.
- Le Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles continue à octroyer du financement de base aux Associations des juristes d'expression française et à leur Fédération. De plus, le Comité de sélection du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles a pris connaissance de 42 projets dont 28 ont été financés. Le montant total de projets financés par le Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles pour l'exercice financier 2007-2008 s'élève à 2,861,539 \$.

#### **REDDITION DE COMPTES**

- Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2006, toutes les ententes conclues avec les provinces et territoires dans le cadre du « Programme de financement des services de justice destinés aux jeunes » ainsi que du « Programme de placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation » comprennent une clause accordant un traitement financier préférentiel aux services de réadaptation qui répondent aux besoins des jeunes appartenant aux collectivités francophones et anglophones minoritaires.
- L'évaluation sommative du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles a été finalisée et est disponible sur le site Internet du Ministère. L'évaluation fait état des résultats positifs du programme.

*Note : Dans le présent rapport, le genre non marqué, c'est-à-dire le masculin, quand il est employé pour désigner des personnes, renvoie aussi bien à des femmes qu'à des hommes.*

**6. Réseau des coordonnateurs**

<b>Coordonnateurs régionaux</b>		
<b>Colombie-Britannique</b>	<b>Alberta</b>	<b>Saskatchewan</b>
Mélanie Chartier Avocate Robson Court 900-840, rue Howe Vancouver BC V6Z 2S9 Tel.: 604-775-7479 Fax: 604-775-7557 <a href="mailto:melanie.chartier@justice.gc.ca">melanie.chartier@justice.gc.ca</a>	Richard Keswick Avocat 720, 10909 avenue Jasper Edmonton AB T5J 3L9 Tél. : (780) 495-7878 Téléc. : (780) 495-2008 <a href="mailto:richard.keswick@cfc-cafc.gc.ca">richard.keswick@cfc-cafc.gc.ca</a>	Patrick Ryan Avocat 10e étage 123, 2e Avenue Sud Saskatoon SK S7K 7E6 Tél. : (306) 975-6287 Téléc. : (306) 975-6499 <a href="mailto:patrick.ryan@justice.gc.ca">patrick.ryan@justice.gc.ca</a>
<b>Manitoba</b>	<b>Ontario</b>	<b>Québec</b>
Julien Bédard Avocat Centennial House Pièce 301 310, avenue Broadway Winnipeg MB R3C 0S6 Tél. : (204) 983-0984 Téléc. : (204) 984-7003 <a href="mailto:julien.bedard@justice.gc.ca">julien.bedard@justice.gc.ca</a>	Adel Ghié Analyste de politiques Francophonie, Justice en langues officielles Pièce TSA-5023 275, rue Sparks Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-954-3723 Téléc. : 613-946-3106 <a href="mailto:a ghie@justice.gc.ca">aghie@justice.gc.ca</a>	Micheline Van-Erum Directrice régionale principale Complexe Guy-Favreau 9e étage 200, boul René-Lévesque Ouest, Tour Est Montréal QC H2Z 1X4 Tél. : 514-496-4526 Téléc. : 514-283-9690 <a href="mailto:micheline.van-erum@justice.gc.ca">micheline.van-erum@justice.gc.ca</a>
<b>Atlantique</b>	<b>Yukon, Nunavut et Territoires du Nord-Ouest</b>	
Équipe 41 Pièce TSA-5023 275, rue Sparks Tél. : 613-954-3723 Téléc. : 613-946-3723 <a href="mailto:aghie@justice.gc.ca">aghie@justice.gc.ca</a>	Phyllis McRae Avocate-conseil Pièce ÉCE-2298 284, rue Wellington Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-946-3108 Téléc. : 613-946-7865 <a href="mailto:phyllis.macrae@justice.gc.ca">phyllis.macrae@justice.gc.ca</a>	

<b>Coordonnateurs de programmes et de politiques</b>		
<b>Relations intergouvernementales, politiques et planification</b>	<b>Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles</b>	<b>Fonds du système de justice pour les jeunes</b>
Bonnie Lidstone Conseillère principale int. des politiques Pièce ÉCE-5266 284, rue Wellington Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-954-4825 Téléc. : 613-957-4019 <a href="mailto:bonnie.lidstone@justice.gc.ca">bonnie.lidstone@justice.gc.ca</a>	Sylvie Bourgault Avocate Pièce TSA-5022 284, rue Wellington Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-946-7016 Téléc. : 613-946-3106 <a href="mailto:sylvie.bourgault@justice.gc.ca">sylvie.bourgault@justice.gc.ca</a>	Jasmyne Bois Analyste de programmes 7e étage 180, rue Elgin Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-941-4179 Téléc. : 613-954-3348 <a href="mailto:jasmyne.bois@justice.gc.ca">jasmyne.bois@justice.gc.ca</a>
<b>Section de la famille, des enfants et des adolescents</b>	<b>Cours unifiées de la famille</b>	<b>Fonds juridique de partenariats et d'innovation</b>
Lise Lafrenière-Henrie Avocate-conseil/ Coordonnatrice 284, rue Wellington Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-957-0059 Téléc. : 613-952-9600 <a href="mailto:lise.lafreniere-henrie@justice.gc.ca">lise.lafreniere-henrie@justice.gc.ca</a>	Catherine McKinnon Avocate Pièce 5287 284, rue Wellington Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-957-4924 Téléc. : 613-941-4088 <a href="mailto:catherine.mckinnon@justice.gc.ca">catherine.mckinnon@justice.gc.ca</a>	Marc Rozon Directeur intérimaire Pièce 6198 284, rue Wellington Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-941-0385 Téléc. : 613-941-2269 <a href="mailto:marc.rozon@justice.gc.ca">marc.rozon@justice.gc.ca</a>
<b>Initiative sur les victimes d'actes criminels</b>	<b>Initiative de lutte contre la violence familiale</b>	<b>Division de la recherche et de la statistique</b>
Mireille Provost Analyste principale de programmes Pièce 6234 284, rue Wellington Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-957-3706 Téléc. : 613-941-2269 <a href="mailto:mireille.provost@justice.gc.ca">mireille.provost@justice.gc.ca</a>	Francine Dumas Gestionnaire de programmes Pièce 6167 284, rue Wellington Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-952-5616 Téléc. : 613-941-2269 <a href="mailto:francine.dumas@justice.gc.ca">francine.dumas@justice.gc.ca</a>	Nathalie Quann Agente principale de recherche Pièce 6282 284, rue Wellington Ottawa ON K1A 0H8 Tél. : 613-941-4191 Téléc. : 613-941-1845 <a href="mailto:nathalie.quann@justice.gc.ca">nathalie.quann@justice.gc.ca</a>

**Liste de diffusion**

- Commissariat aux langues officielles;
- Comité permanent de la Chambre des communes sur les langues officielles;
- Comité permanent du Sénat sur les langues officielles;
- Concertation interministérielle, Patrimoine canadien;
- Réseau des coordonnateurs régionaux et des coordonnateurs ministériels de programmes et de politiques responsable de la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*;
- Distribution aux Communautés de langue officielle en situation minoritaire par la banque de données contenant plus de 250 entrées.

## **SENSIBILISATION**

### **Résultat visé :**

Introduction d'un changement durable dans la culture organisationnelle de l'institution fédérale; tous les employés et les cadres connaissent et comprennent leurs responsabilités à l'égard de l'article 41 de la LLO et des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	Extrants	Indicateurs de mesure du résultat visé
Encourager une participation active des employés du Ministère aux Rendez-vous de la Francophonie organisés par le Bureau de la Francophonie, Justice en langues officielles et Dualisme juridique.	<p>Le Bureau de la Francophonie a entrepris une nouvelle approche pour promouvoir les Rendez-vous de la Francophonie. Dans le cadre des activités des Rendez-vous, le Bureau a invité l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario à présenter leur projet Carrières en justice. Ce projet est financé en partie par le Ministère et fait la promotion des carrières en justice auprès des étudiants du secondaire en Ontario. Cet événement était <u>organisé</u> en collaboration avec le Service des poursuites pénales du Canada.</p> <p>Le Bureau a également publié une série de neufs capsules d'information du type « Le saviez-vous » faisant la promotion de la francophonie canadienne et internationale dans le bulletin hebdomadaire du Ministère (JustInfo).</p>	<p>Le Ministère voulait faire un lien entre le besoin des communautés et le mandat du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles. Cette approche a permis de faire ce lien. Le projet a permis de démontrer comment il répondra aux besoins de la communauté franco-ontarienne en matière d'accès à la justice dans les deux langues officielles.</p> <p>Cette sensibilisation faisait la promotion entre autres de données dégagées du recensement de 2006 sur la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p>

<b><u>SENSIBILISATION</u></b>		
<b>Résultat visé :</b>	Introduction d'un changement durable dans la culture organisationnelle de l'institution fédérale; tous les employés et les cadres connaissent et comprennent leurs responsabilités à l'égard de l'article 41 de la LLO et des communautés de langue officielle en situation minoritaire.	
<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
		La promotion de cette activité dans le JustInfo et sur le site Intranet du Ministère ont eu un impact sur les lecteurs, puisque le Service des poursuites pénales du Canada a offert sa collaboration dans l'organisation de l'événement. Cette nouvelle collaboration entre le Ministère et le Service des poursuites pénales du Canada continuera lors d'événements futurs.

## **CONSULTATIONS**

### **Résultat visé :**

Établissement de liens durables entre l'institution fédérale et les communautés de langue officielle en situation minoritaire; l'institution et les communautés de langue officielle en situation minoritaire comprennent leurs besoins et leurs mandats respectifs.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
Organiser les rencontres annuelles du Comité consultatif et du sous-comité. Accès à la justice dans les deux langues officielles, et diffuser les comptes-rendus de ces réunions aux intervenants appropriés. Le Comité consultatif est composé de représentants de groupes communautaires et de fonctionnaires du Secteur des politiques et du Bureau de la Francophonie du Ministère.	<p>Le sous-comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles a eu lieu le 16 novembre 2007.</p> <p>Les comptes-rendus des réunions ont été distribués aux membres du sous-comité.</p>	<p>Les intervenants concernés ont tissé davantage de liens et développé une bonne collaboration comme en font foi les commentaires des membres de ces comités dans l'évaluation sommative du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.</p> <p>Les membres du sous-comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles ont participé à la planification des futures activités du Fonds d'appui ce qui se traduit par le fonctionnement efficace du sous-comité et des échanges intéressants entre les membres.</p>

## **CONSULTATIONS**

### **Résultat visé :**

Établissement de liens durables entre l'institution fédérale et les communautés de langue officielle en situation minoritaire; l'institution et les communautés de langue officielle en situation minoritaire comprennent leurs besoins et leurs mandats respectifs.

Établir et maintenir des mécanismes de consultation avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire.	<p>D nouveaux contacts avec le <i>Quebec Community Groups Network (QCGN)</i> furent établis. Une réunion, à l'automne 2008, du sous-comité consultatif anglophone article 41 est planifiée.</p> <p>La prochaine rencontre du sous-comité consultatif francophone aura lieu en mai 2008. Le thème de la rencontre portera sur les victimes d'actes criminels. Les organismes non gouvernementaux seront choisis en collaboration avec les services des victimes d'actes criminels des provinces et du Centre des victimes d'actes criminels du Ministère.</p>	<p>Ces rencontres ont été fructueuses, car elles nous ont permis de comprendre leurs plans à court terme. De plus, nous avons pu partager nos préoccupations quant aux besoins de la communauté anglophone au Québec dans le domaine de la justice.</p> <p>Les participants seront invités à nous fournir leur rétroaction sur le déroulement de la rencontre et les sujets couverts.</p>
---	--	---

## **CONSULTATIONS**

### **Résultat visé :**

Établissement de liens durables entre l'institution fédérale et les communautés de langue officielle en situation minoritaire; l'institution et les communautés de langue officielle en situation minoritaire comprennent leurs besoins et leurs mandats respectifs.

Participer activement aux assemblées générales annuelles des organismes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.	Le Ministère a participé aux assemblées générales annuelles de groupes communautaires suivants :  Public Legal Education Association of Canada;  Association des juristes d'expression française de l'Ontario;  Association des juristes d'expression française de l'Alberta;  Association des juristes d'expression française du Manitoba;  Société Franco-Manitobaine.	Nos coordonnateurs régionaux maintiennent et développent des liens avec les communautés lorsqu'ils participent aux activités des organismes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
--	--	--

## **CONSULTATIONS**

### **Résultat visé :**

Établissement de liens durables entre l'institution fédérale et les communautés de langue officielle en situation minoritaire; l'institution et les communautés de langue officielle en situation minoritaire comprennent leurs besoins et leurs mandats respectifs.

Inviter les organismes représentant les communautés de langue officielle en situation minoritaire à participer aux consultations en matière d'élaboration de politiques.	<p>Un document de consultation sur la « Détention et mise en liberté des adolescents avant le procès sous le régime de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> » a été publié sur le site Internet du ministère de la Justice. Tous les organismes et individus du Canada œuvrant dans le domaine de la justice, incluant les organismes représentant les communautés de langue officielle en situation minoritaire, étaient invités à partager leurs commentaires sur ce document de discussion.</p> <p>Dans le cadre de la mise à jour du calendrier de consultation du Ministère deux fois par année, les fonctionnaires sont avisés de prendre des mesures positives afin d'inclure les communautés de langue officielle en situation minoritaire dans les consultations publiques du Ministère.</p>	<p>Le nombre d'organismes et d'intervenants œuvrant auprès de communautés de langue officielle en situation minoritaire participant à des conférences et séances de consultations organisées par le Fonds du système de justice pour les jeunes.</p> <p>Le nombre d'invitations envoyées aux communautés de langue officielle en situation minoritaire pour participer aux consultations publiques.</p>
--	--	---

## **CONSULTATIONS**

### **Résultat visé :**

Établissement de liens durables entre l'institution fédérale et les communautés de langue officielle en situation minoritaire; l'institution et les communautés de langue officielle en situation minoritaire comprennent leurs besoins et leurs mandats respectifs.

	<p>De plus, les considérations en matière de langues officielles ont été prises en compte en ce qui concerne les consultations et les initiatives de participation du public suivantes.</p> <p>Les consultations concernant la troisième série de propositions pour harmoniser les lois fédérales au droit civil de la province de Québec (la consultation comprenait toutes les associations des juristes d'expression française du Canada).</p>	
--	---	--

## **COMMUNICATIONS**

### **Résultat visé :**

La culture des communautés de langue officielle en situation minoritaire reflète une compréhension étendue du mandat du Ministère; les communautés de langue officielle en situation minoritaire reçoivent de l'information pertinente et à jour au sujet des programmes et services du Ministère.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
Rencontrer annuellement l'organisme porte-parole de chaque province et territoire et l'association des juristes d'expression française de chaque province et territoire où un tel organisme existe.	<p>La coordonnatrice de programme du Fonds du système de justice pour les jeunes du Ministère a rencontré la directrice générale de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario en octobre 2007.</p> <p>La coordonnatrice régionale ministérielle du Nord a rencontré le directeur exécutif adjoint de l'Association Franco-Yukonnaise (AFY) à Whitehorse en décembre 2007.</p> <p>Le coordonnateur régional ministériel du Manitoba a rencontré les représentants de la Société Franco-Manitobaine (SFM) et de l'Association des juristes d'expression française du Manitoba (AJEFM).</p> <p>Le coordonnateur régional ministériel du Manitoba a rencontré l'Association d'éducation juridique communautaire du Manitoba; il a participé à la journée du droit au Palais de</p>	<p>Résultats découlant de cette rencontre (ex. nouveau projet négocié, nouveaux partenariats établis, organisme mieux informé).</p> <p>Création de relations entre l'AFY et le ministère de la Justice Canada, région du Nord. Connaissance des enjeux et des priorités de l'AFY et communication de renseignements au réseau de coordonnateurs ministériels.</p> <p>Le coordonnateur régional assiste à plusieurs rencontres et réunions organisées par l'AJEFM et la SFM. Le coordonnateur ministériel est en contact régulier et continu avec les membres de l'AJEFM.</p>

## **COMMUNICATIONS**

### **Résultat visé :**

La culture des communautés de langue officielle en situation minoritaire reflète une compréhension étendue du mandat du Ministère; les communautés de langue officielle en situation minoritaire reçoivent de l'information pertinente et à jour au sujet des programmes et services du Ministère.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
	<p>Justice (Manitoba), il a participé aux consultations de la Société Franco-Manitobaine avec des organismes communautaires pour discuter du rapport de la SFM « Changements 2008 ».</p> <p>Le coordonnateur régional ministériel du Manitoba est impliqué dans les activités du réseau interministériel des coordonnateurs de langues officielles du Manitoba.</p> <p>Le coordonnateur régional ministériel de l'Alberta a rencontré l'Association des juristes d'expression française de la Saskatchewan (AJEFS) le 8 mars 2008.</p> <p>Le coordonnateur régional ministériel de l'Alberta a rencontré des membres d'autres institutions fédérales en Alberta, ainsi que la communauté francophone, le 15 octobre 2007.</p> <p>Le coordonnateur régional ministériel de l'Ontario a rencontré les intervenants</p>	<p>Discussions avec différents membres de l'AJEFS, y compris le président, au sujet du rôle de Justice conformément à l'article 41 de la LLO. Distribution des trousseaux « Pour une justice porteuse d'épanouissement » aux membres intéressés de l'AJEFS.</p> <p>Les organismes communautaires sont au courant des programmes du ministère de la Justice et savent qui contacter dans les régions.</p>

## **COMMUNICATIONS**

### **Résultat visé :**

La culture des communautés de langue officielle en situation minoritaire reflète une compréhension étendue du mandat du Ministère; les communautés de langue officielle en situation minoritaire reçoivent de l'information pertinente et à jour au sujet des programmes et services du Ministère.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
	<p>francophones dans le domaine de la Justice en Ontario. Il a également participé à la réunion sur la jeunesse et les minorités de langue officielle au Canada organisé par l'Association d'études canadiennes.</p> <p>Il a participé à la réunion sur la revitalisation de la communauté d'expression anglaise du Québec, organisée par le QCGN.</p> <p>La coordonnatrice régionale ministérielle de l'Atlantique a participé à la réunion du comité Communauté acadienne du Nouveau-Brunswick et ministères fédéraux.</p> <p>Le coordonnateur national du Ministère a rencontré les membres de l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse, la représentante de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, la coordonnatrice des services en français au ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse et la représentante de l'Office des affaires acadiennes.</p>	<p>Ces rencontres ont permis : d'appuyer la coordonnatrice régionale de l'Atlantique dans son travail; d'acquérir une meilleure connaissance de la situation et des priorités de la communauté francophone en Nouvelle-Écosse.</p>

## **COMMUNICATIONS**

### **Résultat visé :**

La culture des communautés de langue officielle en situation minoritaire reflète une compréhension étendue du mandat du Ministère; les communautés de langue officielle en situation minoritaire reçoivent de l'information pertinente et à jour au sujet des programmes et services du Ministère.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
Diffuser de l'information aux communautés de langue officielle en situation minoritaire concernant les diverses possibilités de financement de projets.	<p>Les Communautés sont tenues au courant des possibilités de financement par le biais du site Internet, du réseau des coordonnateurs régionaux et de programmes et par diverses rencontres et communications. Les fiches techniques sont aussi une excellente source de renseignements.</p> <p>Enfin, le Ministère finance des organismes non-gouvernementaux qui ont recours aux médias communautaires.</p>	<p>Via le financement du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles, l'Alliance des radios communautaires (ARC) a diffusé 6 chroniques radiophoniques pour sensibiliser les communautés aux droits linguistiques garantis par le <i>Code criminel</i>.</p> <p>Grâce entre autres au financement du Fonds d'appui, l'AJEFO peut faire la promotion de son projet « Carrières en justice » en Ontario et ailleurs au Canada.</p>
Les mesures suivantes s'appliquent aux coordonnateurs régionaux et ministériels de l'article 41, volet communautaire au sein du ministère de la Justice : répondre aux demandes ponctuelles des intervenants communautaires liées aux activités du Ministère et transmettre les informations pertinentes relatives au Ministère à ces organismes.	<p>Correspondance reçue par le directeur du bureau régional du Ministère de la part du directeur exécutif de la Fédération Franco-Ténoise (FFT) proposant une réunion entre la FFT et le Ministère. Réponse proposant une réunion à être fixée en mai 2008 et offrant du matériel documentaire lié au plan d'action quinquennal du ministère de la Justice Canada, en vertu de l'art. 41 de la LLO.</p> <p>Avec la participation du coordonnateur régional de</p>	<p>La réunion se déroulera à Yellowknife en mai 2008 afin d'échanger des renseignements entre la FFT et le bureau régional du ministère de la Justice Canada et d'établir des relations.</p>

## **COMMUNICATIONS**

### **Résultat visé :**

La culture des communautés de langue officielle en situation minoritaire reflète une compréhension étendue du mandat du Ministère; les communautés de langue officielle en situation minoritaire reçoivent de l'information pertinente et à jour au sujet des programmes et services du Ministère.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
	<p>l'Ontario, la coordonnatrice du Fonds du système de justice pour les jeunes a répondu à des questions de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) concernant l'historique de projets visant les jeunes francophones financés par le ministère de la Justice.</p> <p>La coordonnatrice du Fonds du système de justice pour les jeunes a aussi partagé de l'information concernant son programme de financement avec le Théâtre la Catapulte (organisme à but non lucratif francophone d'Ottawa) qui a contacté la Section de la politique en matière de justice applicable aux jeunes afin de vérifier si du financement était disponible pour mettre sur pied un projet théâtral servant à sensibiliser les étudiants à la présence des armes à feu dans les écoles secondaires. La demande de financement ne relevait pas du mandat du Fonds de justice applicable aux jeunes, le projet n'a pas été financé. Par contre, la</p>	<p>Nombre de demandes d'informations provenant de communautés de langue officielle en situation minoritaire auxquelles la coordonnatrice de l'Initiative a répondu.</p> <p>Résultats obtenus à la suite de l'information fournie par la coordonnatrice de l'Initiative (ex. nouveau projet financé, nouveaux partenariats établis, organisme mieux informé).</p>

## **COMMUNICATIONS**

### **Résultat visé :**

La culture des communautés de langue officielle en situation minoritaire reflète une compréhension étendue du mandat du Ministère; les communautés de langue officielle en situation minoritaire reçoivent de l'information pertinente et à jour au sujet des programmes et services du Ministère.

Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	Extrants	Indicateurs de mesure du résultat visé
	<p>coordonnatrice de l'Initiative a fourni l'information nécessaire pour que l'organisme puisse continuer ses recherches de financement avec d'autres programmes du Ministère.</p> <p>Le Fonds du système de justice pour les jeunes a aussi reçu une demande de financement de la Commission nationale des parents francophones (CNPF). La coordonnatrice de l'Initiative a analysé le projet afin de vérifier s'il répondait aux modalités du Fonds, mais la demande de financement ne cadrait pas avec le mandat du Fonds. Le projet a donc été décliné et les résultats de l'évaluation ont été partagés avec l'organisme en question.</p> <p>Répondre à des questions de l'Association des juristes d'expression française du Manitoba (AJEFM) et l'Association d'éducation juridique communautaire du Manitoba (AÉJC).</p>	<p>Les organismes œuvrant dans le domaine de la justice, l'AJEFM et l'AÉJC, ont un contact régulier et continu avec le coordonnateur régional du Manitoba. Le ministère de la Justice finance des projets selon les critères du programme visé.</p>

## **COMMUNICATIONS**

### **Résultat visé :**

La culture des communautés de langue officielle en situation minoritaire reflète une compréhension étendue du mandat du Ministère; les communautés de langue officielle en situation minoritaire reçoivent de l'information pertinente et à jour au sujet des programmes et services du Ministère.

Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé	Extrants	Indicateurs de mesure du résultat visé
	<p>En octobre 2007, la coordonnatrice régionale de la Colombie-Britannique du Ministère a rencontré la coordonnatrice de la concertation interministérielle de la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (FFCB). En novembre 2007, elle a également rencontré les organismes pouvant être intéressés aux programmes financés par Justice, y compris la Boussole, le Réseau-Femmes, la Fédération des parents et l'Association des juristes d'expression française. Chaque participant a eu la chance de présenter son organisme, le genre de services que ce dernier rendait à la population francophone, ses attentes envers Justice, etc. Cette rencontre a permis à la nouvelle coordonnatrice de se présenter et de parler des initiatives de Justice Canada reliées à l'article 41 de la LLO.</p> <p>Le coordonnateur régional de l'Alberta a participé à des réunions avec les</p>	<p>Ces rencontres ont permis au Ministère d'acquérir une meilleure connaissance et compréhension des besoins de la communauté francophone en Colombie-Britannique. De plus, ces rencontres ont permis la création de liens entre la nouvelle coordonnatrice régionale ministérielle et les organismes communautaires.</p> <p>Communication continue avec les organisations de la collectivité francophone.</p>

## **COMMUNICATIONS**

### **Résultat visé :**

La culture des communautés de langue officielle en situation minoritaire reflète une compréhension étendue du mandat du Ministère; les communautés de langue officielle en situation minoritaire reçoivent de l'information pertinente et à jour au sujet des programmes et services du Ministère.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
	représentants de l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta pour connaître leurs activités et il a fourni des renseignements relatifs aux activités ministérielles. Il a participé à la réunion interministérielle regroupant les intervenants de divers ministères, sociétés d'État et organismes fédéraux, et des organisations francophones de l'Alberta.	
Informer les clients principaux, dont les communautés de langue officielle en situation minoritaire, concernant le renouvellement des programmes et services du Ministère selon leurs nouvelles structures, le cas échéant.	Les membres du groupe de travail F-P-T sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles ont été avisés du renouvellement pour une année du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.	Les clients soumettent une demande de financement selon les critères du Fonds.

<b><u>COORDINATION ET LIAISON</u></b>		
<b>Résultat visé :</b>	Collaboration avec de multiples partenaires pour favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et partager les pratiques exemplaires.	
<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
Encourager l'établissement de partenariats entre les organismes de vulgarisation et d'information juridiques désignés dans chaque province, les associations de juristes d'expression française (AJEFs) ou la communauté juridique anglophone du Québec et les communautés de langue officielle en situation minoritaire.	<p>Au cours de l'année 2007-2008, par l'intermédiaire du financement de projets, le Ministère a continué d'encourager les organismes de vulgarisation et d'information juridiques désignés à considérer les besoins des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de leurs projets et de travailler en collaboration avec l'AJEF dans leur province. De plus, des rencontres organisées entre les AJEFs et les organismes VIJ ont résulté en la création de partenariats.</p> <p>Le Ministère a initié une rencontre entre l'organisme de vulgarisation et d'information juridiques au Québec, <i>Éducaloï</i>, et le QCGN en 2007.</p> <p>Le Ministère a encouragé l'organisme VIJ de l'Alberta à travailler avec l'AJEF et le ministère de la Justice de Saskatchewan sur un projet pour diffuser l'information dans les deux langues officielles pour les victimes d'actes criminels.</p>	<p>Nombre de nouveaux partenariats établis entre le Ministère et les organismes œuvrant auprès des communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p> <p>Nombre de contacts établis par le Ministère entre les organismes VIJ, les AJEFs et les communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p> <p>Nombre de nouveaux partenariats établis entre les organismes VIJ, les AJEFs et les communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p> <p>La relation de travail entre l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario et le Community Legal Education of Ontario a évolué.</p> <p>Le Ministère a financé un projet d'<i>Éducaloï</i> en partenariat avec le QCGN, pour vulgariser l'information juridique auprès des anglophones du Québec.</p>

## **COORDINATION ET LIAISON**

### **Résultat visé :**

**Collaboration avec de multiples partenaires pour favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et partager les pratiques exemplaires.**

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
Les coordonnateurs régionaux mettront en œuvre des mesures spécifiques en 2007-2008 dans leur région.	<p>Participation aux rencontres nationales des coordonnateurs de l'art. 41 de la LLO par téléconférence et aussi en personne.</p> <p>Participation dans chaque région aux rencontres du Conseil Fédéral organisées par Patrimoine canadien.</p> <p>Communication continue avec l'Association Franco-Yukonnaise (AFY). Déterminer les activités de l'AFY (comme l'assemblée générale annuelle, la Journée de la Francophonie, etc.) auxquelles le coordonnateur régional et le directeur régional du ministère de la Justice du Canada peuvent participer.</p> <p>Participation dans chaque région aux activités des Rendez-vous de la Francophonie en mars 2008.</p> <p>Le bureau régional du Québec assure la présence d'un représentant ministériel aux comités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• comité du Barreau de Montréal sur l'accès à la justice en langue anglaise;</li><li>• comité sur les langues</li></ul>	<p>Création de liens avec les autres coordonnateurs régionaux. Échange d'idées et d'information sur nos rôles et responsabilités.</p> <p>Création de liens avec les autres intervenants fédéraux.</p> <p>Le ministère de la Justice Canada sera au courant des enjeux et des priorités de l'AFY.</p> <p>Création de liens avec la communauté francophone de la province et meilleure connaissance de celle-ci.</p> <p>Participation continue du Ministère aux comités mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nomination récente d'un représentant du Ministère;</li><li>• une nouvelle personne</li></ul>

## **COORDINATION ET LIAISON**

### **Résultat visé :**

**Collaboration avec de multiples partenaires pour favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et partager les pratiques exemplaires.**

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
	<p>officielles du Conseil fédéral du Québec;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• conseil d'administration d'Éducaloi.</li> </ul>	<p>sera nommée au comité sur les langues officielles du Conseil fédéral du Québec;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• remplacement récent du représentant du Ministère.</li> </ul>
Soutenir des liens directs avec les principaux intervenants en matière d'accès à la justice dans les deux langues officielles, notamment les associations provinciales de juristes d'expression française et leur fédération nationale, les universités et les gouvernements. Ces liens seront entretenus par différents moyens, dont le site Internet, la participation aux réunions et l'organisation de rencontres.	Le site internet, des rencontres ponctuelles, les communications téléphoniques permettent au Ministère d'entretenir des liens directs et fréquents avec les AJEFs, les représentants d'universités et de gouvernements provinciaux/territoriaux.	L'évaluation sommative du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles confirme que la direction offerte à ce jour par Justice Canada a permis d'assurer une bonne participation des membres des sous-comités consultatifs. La communication directe avec les responsables du Fonds d'appui est grandement appréciée.
Assurer la prise en compte des objectifs de l'article 41 de la LLO lors des discussions avec les gouvernements provinciaux et territoriaux dans le cadre du Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles.	Les membres du Groupe de travail F-P-T sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles sont informés de l'importance de prendre en compte les objectifs de l'article 41 pour tout ce qui relève des institutions fédérales.	Des efforts sont déployés dans les provinces et les territoires pour améliorer les services de justice en français. Par exemple : la participation des procureurs de la Couronne bilingues et d'autres intervenants du système de justice à la formation dispensée par l'Institut de développement professionnel en langue française, et par l'Institut Joseph-Dubuc.

## **COORDINATION ET LIAISON**

### **Résultat visé :**

**Collaboration avec de multiples partenaires pour favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et partager les pratiques exemplaires.**

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
Lien entre la recherche sociojuridique au sein du Ministère et l'article 41 de la LLO.	Un membre de la division de la recherche et de la statistique du Ministère siège comme représentante et coordonnatrice de la recherche au sein du Réseau des coordonnateurs régionaux et ministériels de programmes et politiques pour la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO. De plus, la représentante fournit un soutien méthodologique et analytique selon les besoins du Bureau Francophonie, Justice en langues officielles et Dualisme juridique, notamment dans le cadre de l'enquête post-censitaire de Statistique Canada sur la vitalité des minorités de langue officielle.	Ce travail de collaboration permettra à la division d'être continuellement à l'affût des recherches ayant comme sujet les communautés de langue officielle en situation minoritaire.
Organiser et participer à des conférences, ateliers et autres présentations visant à mieux faire connaître les obligations linguistiques des institutions fédérales.	Les membres du Groupe du droit des langues officielles ont participé aux activités suivantes :  Développement et mise à jour de sommaires de jurisprudence, d'analyses de tendances jurisprudentielles, et autres outils de formation et de sensibilisation à l'intention des avocats du Ministère, des Champions des langues officielles, du Comité des sous-ministres	Les employés du Ministère comprennent mieux la portée de la partie VII (modifiée) de la LLO.  Les ministères clients du ministère de la Justice sont tenus informés de l'évolution des droits linguistiques et de la portée de la partie VII (modifiée) de la LLO. Des évaluations formelles (pour certaines activités) sont remplies par les participants; le nombre de présentations

## **COORDINATION ET LIAISON**

### **Résultat visé :**

Collaboration avec de multiples partenaires pour favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et partager les pratiques exemplaires.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
	<p>adjoints sur les langues officielles et des clients en général.</p> <p>Formation juridique offerte via la Division du développement professionnel du Ministère, « Incorporation par renvoi et les exigences linguistiques ».</p> <p>Formation juridique offerte via la Division du développement professionnel du Ministère, « Les droits linguistiques essentiels : notions élémentaires sur les droits linguistiques fondamentaux au Canada ».</p> <p>Mise à jour et publication Intranet des « <i>Fiches relatives à la Charte</i> ».</p> <p>Conférence Portefeuille du droit des affaires et du droit réglementaire, « L'arrêt Caldech ».</p> <p>Séances de sensibilisation sur les exigences de la partie VII (modifiée) de la LLO à l'intention des réseaux et ministères clients :</p> <p>Présentation à la Direction des langues officielles, Directeurs, coordonnateurs</p>	<p>et le nombre de participants sont pris en compte.</p>

## **COORDINATION ET LIAISON**

### **Résultat visé :**

Collaboration avec de multiples partenaires pour favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et partager les pratiques exemplaires.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
	<p>régionaux et officiers de la GRC, "Partie VII de la LLO et la gestion des risques juridiques".</p> <p>Diffusion du compte rendu de la conférence « Portée juridique de la partie VII de la Loi sur les langues officielles » aux champions des LO.</p> <p>Présentation lors d'une réunion interministérielle intitulée « Créons des mesures positives » (Edmonton), "How Bill S-3 modified Part VII of the Official Languages Act".</p> <p>Présentation sur les litiges en droits linguistiques au Réseau des coordonnateurs de l'article 41 du ministère de la Justice.</p> <p>Présentation sur la partie vii de la LLO au Comité de gouvernance de TPSGC.</p> <p>Présentation sur la partie VII de la LLO au Comité exécutif de TPSGC.</p> <p>Présentation sur la partie vii de la LLO, Comité de gestion des questions juridiques, RHDSC.</p> <p>Présentation au comité de politique stratégique du ministère de la Sécurité publique du Canada.</p> <p>Présentation sur la partie VII de la LLO, comité de</p>	

## **COORDINATION ET LIAISON**

### **Résultat visé :**

Collaboration avec de multiples partenaires pour favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et partager les pratiques exemplaires.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
	direction, RHDSC.	
Participer à des conférences, séminaires et autres activités d'enseignement et de formation en matière de droits linguistiques.	Conférence lors du congrès de l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse.  « Développements récents en droit fédéral : les droits linguistiques au Canada », Faculté de droit, Université d'Ottawa.  « Les droits linguistiques – une introduction générale » dans le cadre du cours « Droit constitutionnel I », Faculté de droit, Université d'Ottawa.  « Problèmes choisis de droits de la personne II – Les droits linguistiques », Faculté de droit, Université d'Ottawa.  Conférencier au <i>Symposium sur les langues officielles de l'Ontario 2007</i> de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario.	

## **FINANCEMENT ET PRESTATION DE PROGRAMMES**

### **Résultat visé :**

Les communautés de langue officielle en situation minoritaire font partie de la clientèle régulière du Ministère et ont un accès adéquat à ses programmes et services; les besoins des communautés (ex. : dispersion géographique, possibilités de développement) sont pris en compte.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
Inclure des renseignements pertinents sur la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO dans les demandes de propositions et dans la trousse d'information envoyée à tous les groupes qui pourraient bénéficier du financement offert dans le cadre de l'Initiative.	<p>Aucune demande de propositions n'a été lancée dans le cadre du Fonds du système de justice pour les jeunes lors de l'exercice financier 2007-2008.</p> <p>Par contre, lorsque des organismes non gouvernementaux ont sollicité la participation financière du Fonds du système de justice pour les jeunes à des projets, des formulaires de demande de financement renfermant une section sur la mise en œuvre de l'article 41 leur ont été distribués. Cette section du formulaire de demande de financement s'intitule : « Respect des besoins des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Dans cette section, on peut lire : « Votre proposition doit démontrer de quelle façon vous aborderez les besoins et les expériences de ces communautés. »</p>	<p>Présence de renseignements pertinents sur la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO dans les demandes de propositions de l'Initiative.</p> <p>Présence d'une clause concernant l'article 41 de la LLO dans les formulaires de demandes de financement de l'Initiative.</p>
Communiquer avec les organismes pertinents des communautés de langue officielle en situation	Le Fonds du système de justice pour les jeunes a entretenu des discussions avec plusieurs organismes	Nombre d'organismes œuvrant auprès des jeunes impliqués dans le système de justice et issus de

## **FINANCEMENT ET PRESTATION DE PROGRAMMES**

### **Résultat visé :**

Les communautés de langue officielle en situation minoritaire font partie de la clientèle régulière du Ministère et ont un accès adéquat à ses programmes et services; les besoins des communautés (ex. : dispersion géographique, possibilités de développement) sont pris en compte.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
<p>minoritaire pour les informer des possibilités de financement (par exemple, les demandes de propositions). À cet égard, faire un effort particulier pour rejoindre les organismes offrant leurs services aux jeunes issus des communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p>	<p>œuvrant dans un milieu linguistique minoritaire, tels que : Tyndale St-Georges Community Centre, la Fédération Franco-Ténoise, le Centre des jeunes l'Escale ainsi que l'AJEF de la Nouvelle-Écosse. Ces discussions portaient principalement sur les possibilités de financement de projets. Certains projets ont d'ailleurs été financés. De plus, ces discussions ont permis au Ministère d'établir des contacts additionnels avec des organismes œuvrant auprès des communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p> <p>Une liste des projets ayant une composante sur les communautés linguistiques minoritaires est jointe à ce document à titre d'information.</p>	<p>communautés de langue officielle en situation minoritaire qui ont demandé de l'information concernant notre programme de financement.</p> <p>Nombre de réponses envoyées suite aux demandes d'information d'organismes œuvrant auprès des jeunes impliqués dans le système de justice et issus de communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p> <p>Nombre de nouveaux contacts/partenariats établis entre l'Initiative et des organismes œuvrant auprès de communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p>
<p>Assurer la prise en compte des objectifs de l'article 41 de la LLO par le comité de sélection des projets du Fonds d'appui et financer des projets qui appuient ces objectifs.</p>	<p>Quand le Comité de sélection revoit les projets qui lui sont soumis dans le cadre du Fonds d'appui, il s'assure que les objectifs de l'article 41 de la LLO sont pris en compte lorsque pertinents.</p>	<p>Le Comité explique toujours les raisons de ses décisions auprès des personnes qui ont soumis le projet. Le Comité suggère différentes avenues plus appropriées lorsque les objectifs du projet seraient mieux servis sous un autre programme.</p>

## **REDDITION DE COMPTES**

### **Résultat visé :**

Pleine intégration de l'article 41 de la LLO et de la perspective des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux politiques, programmes et services du Ministère; la structure d'imputabilité, les évaluations internes, les examens de politiques permettent de déterminer comment mieux intégrer la perspective des communautés.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
Assurer une compréhension et une reconnaissance de l'article 41 de la LLO au moyen de séances d'information et de sensibilisation sur l'application de 41 au sein du ministère de la Justice.	À plusieurs reprises au cours de l'année financière 2007-2008, l'équipe chargée du Fonds du système de justice pour les jeunes a été sensibilisée sur l'application de l'article 41 de la LLO. En effet, lors de réunions d'équipe bimensuelles, la coordonnatrice de l'article 41 pour le Fonds a rappelé les obligations découlant de l'article 41 de la LLO aux employés et à la haute direction de la Section de la politique en matière de justice applicable aux jeunes.  Il est prévu qu'une présentation sur l'article 41 de la LLO soit donnée au cours de l'année 2008 aux membres du Comité de coordination des hauts fonctionnaires du groupe de Justice pour les jeunes.	Séances de sensibilisation ou d'information données auprès :  - de l'équipe chargée de l'Initiative;  - du comité de coordination des hauts fonctionnaires – Justice pour les Jeunes;  - du groupe de travail interministériel sur la justice applicable aux jeunes.  Un questionnaire sera distribué aux employés de l'Initiative qui ont participé aux sessions de sensibilisation et d'information afin d'évaluer leur niveau de compréhension et reconnaissance de l'article 41 de la LLO.
Exercer une influence en faveur de la prise en compte de l'article 41 auprès des provinces et des territoires dans les ententes fédérales-provinciales-territoriales en matière de justice pour les jeunes.	Depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2006, toutes les ententes conclues avec les provinces et territoires dans le cadre du « Programme de financement des services de justice destinés aux jeunes » ainsi que du « Programme	Présence d'une clause reliée à l'article 41 dans les ententes de financement avec les provinces et territoires.  Description de la nature des négociations entretenues afin

## **REDDITION DE COMPTES**

### **Résultat visé :**

Pleine intégration de l'article 41 de la LLO et de la perspective des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux politiques, programmes et services du Ministère; la structure d'imputabilité, les évaluations internes, les examens de politiques permettent de déterminer comment mieux intégrer la perspective des communautés.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
	de placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation » comprennent une clause accordant un traitement financier préférentiel aux services de réadaptation qui répondent aux besoins des jeunes appartenant aux collectivités francophones et anglophones minoritaires.	d'inclure cette clause dans les ententes.
Conclure des partenariats avec les autres programmes du Ministère contribuant à l'amélioration de l'accès à la justice dans les deux langues officielles, de façon à coordonner les efforts de soutien, financier et autres, aux projets qui répondent aux objectifs de plus d'un programme du Ministère.	Les responsables des programmes du Ministère travaillent en étroite collaboration pour assurer la meilleure coordination possible des efforts et du financement dans l'atteinte d'objectifs communs en ce qui a trait à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.	Nous tenons des rencontres régulières du réseau des coordonnateurs régionaux et de programmes au cours desquelles les participants échangent de l'information sur les projets soumis pour financement dans le cadre du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles. Nous avons établi une bonne collaboration avec les autres programmes du Ministère grâce à laquelle il est possible de transférer des projets à d'autres programmes plus appropriés ou encore de partager le financement de projets avec d'autres programmes.
Coordonner la mise en œuvre du plan d'action et gérer le réseau des	Nous avons continué à gérer le réseau des coordonnateurs ministériels	Malgré un changement de personnel dans certains postes la cohésion entre les

## **REDDITION DE COMPTES**

### **Résultat visé :**

Pleine intégration de l'article 41 de la LLO et de la perspective des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux politiques, programmes et services du Ministère; la structure d'imputabilité, les évaluations internes, les examens de politiques permettent de déterminer comment mieux intégrer la perspective des communautés.

<b>Activités réalisées en vue d'atteindre le résultat visé</b>	<b>Extrants</b>	<b>Indicateurs de mesure du résultat visé</b>
coordonnateurs régionaux et ministériels de programmes et de politiques.	<p>en planifiant régulièrement les téléconférences ainsi qu'en planifiant la cinquième rencontre annuelle du réseau. Le thème de cette rencontre étant: Des idées en mouvement. Nous avons discuté des améliorations relatives aux services en français en Ontario dans le secteur de la Justice.</p> <p>Les présentations ont sensibilisé les participants aux recherches, études et projets qui visent principalement les Franco-ontariens.</p>	participants évolue continuellement. Le réseau est en place depuis cinq ans. Lors de la prochaine rencontre du réseau des coordonnateurs, il sera possible d'évaluer l'évolution du rôle des coordonnateurs régionaux.
Coordonner et assurer la participation du Ministère dans son rôle de conseiller juridique dans le cadre du Plan d'action du gouvernement pour les langues officielles.	<p>Participation active et partage d'information avec les divers réseaux des langues officielles :</p> <p>Réunions du Conseil du réseau des Champions ministériels des LO; Comité des sous-ministres adjoints sur les LO; Comités consultatifs des ministères en langues officielles.</p>	Nombre de réunions et nombre de participants.

### Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles

Financement de base 2007-2008 pour les organisations suivantes :

FAJEF :	175 000 \$
AJEFCB :	68 000 \$
AJEFA :	68 000 \$
AJEFS :	68 000 \$
AJEFM :	68 000 \$
AJEFO :	150 000 \$
AJEFNB :	85 000 \$
AJEFNE :	68 000 \$

Synopsis du projet :

La contribution consiste en un financement de base qui permet au récipiendaire de continuer son travail de revendication, de participer à des comités et des consultations et de sensibiliser la communauté juridique et les communautés de langue officielle en situation minoritaire aux droits linguistiques et à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Montant engagé : 9 500 \$

Titre du projet : Ateliers de terminologie

Synopsis du projet : Le projet vise à donner deux ateliers de terminologie en français juridique aux juristes d'expression française dans la région de Vancouver. Les ateliers aideront les participants à améliorer le vocabulaire juridique et par conséquent, accroîtront la capacité des participants à fournir des services en français aux clients francophones. Le projet contribuera aussi à renforcer les liens entre l'AJEFCB et le ministère du Procureur général de la Colombie-Britannique.

**Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles**

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Montant engagé : 7 600 \$

Titre du projet : Utilisation des services en français

Synopsis du projet : Ce projet vise à sensibiliser la population à modifier ses habitudes quant à la demande de services et à la revendication de leurs droits en français. La participation de l'AJEFNE dans cette stratégie vise les services de justice et a comme but de sensibiliser les justiciables à l'importance de demander des services et de revendiquer leurs droits linguistiques en français tant au niveau provincial que fédéral. L'AJEFNE prévoit participer à une tournée provinciale d'information, de sensibilisation et de mobilisation en français. Elle profitera de cette occasion pour distribuer les dépliants élaborés en mars 2007. L'AJEFNE animera aussi des rencontres avec des leaders et les membres de la communauté en général.

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Montant engagé : 23 100 \$

Titre du projet : Formation en ligne

Synopsis du projet : Le projet est la première phase d'un projet pilote qui verra l'élaboration et l'offre de deux cours de formation linguistique en ligne : l'un sur le droit pénal et l'autre sur l'appareil juridique. Les cours seront rédigés à l'intention de juristes qui parlent le français, mais qui ne sont pas à l'aise avec la terminologie juridique en français pour plaider et seront accessibles gratuitement en tout temps sur l'Internet afin d'accommoder la disponibilité des participants. La première phase vise l'élaboration des plans de cours, des ressources, des exercices et des grilles de correction. La deuxième phase verra l'offre en ligne des cours et l'accès à une personne-ressource pour aider les participants et effectuer les corrections. On s'attend à ce que ce projet aide les juristes à améliorer leur français et à accroître leur capacité de plaider en français. On s'attend aussi à ce que le projet pilote fournit des données utiles sur l'efficacité de la formation en ligne.

**Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles**

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Montant engagé : 15 150 \$

Titre du projet : Fiches juridiques à l'intention des immigrants

Synopsis du projet : Le projet vise l'élaboration de fiches d'information en français en langage clair dans sept domaines juridiques pour les immigrants et les nouveaux arrivés francophones. Les fiches expliqueront le système de justice ainsi que les domaines de droit susceptible de les impliquer. Les fiches complétées serviront à l'élaboration de présentations Powerpoint dans le but d'offrir des ateliers juridiques à l'intention des francophones et des immigrants francophones. On s'attend à ce que ces fiches et les présentations sensibilisent les francophones et les immigrants francophones au système de justice canadien et aux lois et les sensibilisent aussi à la revendication de leurs droits en français.

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA SASKATCHEWAN

Montant engagé : 34 700 \$

Titre du projet : Campagne de sensibilisation 2007-2008

Synopsis du projet : Le projet vise l'élaboration d'un guide qui abordera un historique des lois de la province, un résumé de la jurisprudence qui a fait avancer les droits des francophones, le droit à l'éducation en français en passant par la Charte canadienne, la Loi canadienne sur les droits de la personne, le Code des droits de la personne de la Saskatchewan et les droits et responsabilités inhérents à la citoyenneté. Le guide, rédigé dans un langage clair et simple, sera offert en version papier et sur le site Internet de l'AJEFS. De plus, l'AJEFS offrira des sessions d'information auprès des communautés francophones en se servant de ce guide comme outil important. Le projet offrira l'information nécessaire afin que les usagers puissent avoir les outils en main et ainsi accroître leur capacité à l'exercice de leurs droits comme francophones vivant en milieu minoritaire.

**Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles**

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA SASKATCHEWAN

Montant engagé : 5 000 \$

Titre du projet : Captiver la population

Synopsis du projet : Le projet vise l'amélioration du site Internet de l'AJEFS afin qu'il puisse mieux desservir la communauté juridique et francophone de la province. Spécifiquement, le projet vise à rendre le site plus interactif et plus accessible. Le projet contribuera à assurer que les francophones soient sensibilisés aux questions d'accès à la justice dans les deux langues officielles.

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA SASKATCHEWAN

Montant engagé : 5 000 \$

Titre du projet : La Charte !

Synopsis du projet : Ce projet offrira aux jeunes francophones de la Saskatchewan des sessions d'information sur la Charte canadienne des droits et libertés, en montrant l'historique, l'importance et les répercussions de celle-ci. Les sessions permettront aux jeunes de participer à des discussions animées sur certains événements d'actualité impliquant la Charte et offriront des activités interactives visant à accroître les connaissances de base sur les droits et libertés au Canada.

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA SASKATCHEWAN

Montant engagé : 10 000 \$

Projet : Sondage auprès de la communauté fransaskoise

Synopsis du projet : Le projet vise à effectuer un sondage auprès de la communauté fransaskoise (élus et personnel cadre) afin de déterminer leurs besoins en formation juridique, déterminer les lois provinciales à traduire de façon prioritaire et à effectuer un sondage auprès des membres de l'AJEFS pour déterminer les outils dont ils ont besoin pour faciliter l'accès à la justice en français. On s'attend à ce que les résultats de ces sondages accroissent la capacité de l'AJEFS à mieux cibler ses efforts et ses services pour réduire les lacunes.

**Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles**

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA SASKATCHEWAN

Montant engagé : 19 720 \$

Projet : Information juridique simplifiée

Synopsis du projet : Le projet vise l'élaboration de dépliants en français sur différents sujets afin de sensibiliser et d'informer les Fransaskois aux questions liées aux jurés, les tribunaux, le droit d'auteur, le droit des aînés, la citoyenneté, le droit à un avocat, etc.

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE L'ALBERTA

Montant engagé : 12 000 \$

Projet : Célébrons la Journée du droit en français

Synopsis du projet : Le projet vise la participation de l'AJEFA aux Journées du droit de l'Association du Barreau canadien partout dans la province. Les activités incluent l'élaboration d'une affiche et de matériel publicitaire, l'élaboration d'activités éducatives et d'information et une collaboration avec les écoles francophones pour assurer la participation des jeunes. Les villes visées sont Edmonton, Calgary, Red Deer, Fort McMurray, Grande Prairie et Lethbridge. On s'attend à ce que les jeunes soient sensibilisés aux questions liées à l'accès à la justice dans les deux langues officielles et que les participants et partenaires anglophones soient sensibilisés à l'existence de l'AJEFA.

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DU MANITOBA

Montant engagé : 50 000 \$

Projet : Étude des besoins - Promotion des carrières en justice

Synopsis du projet : Le projet appuie une étude de besoins qui fournira de l'information pouvant définir avec rigueur et précision l'ampleur et les paramètres d'un programme potentiel du nom de "Promotion des carrières en justice". Le programme viserait à promouvoir les carrières en justice en français à la fois dans les secteurs public et privé. Le programme pourrait comprendre un ensemble de mesures axées sur le recrutement et la rétention d'auxiliaires de la justice bilingues et du personnel de soutien bilingue.

**Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles**

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Montant engagé : 5 700 \$

Projet : Site Internet - Un environnement juridique au bout des doigts

Synopsis du projet : Ce projet a pour but d'élaborer un site Internet interactif qui répond à la demande générale et à l'intérêt de ses membres ainsi qu'à la population francophone et anglophone du Nouveau-Brunswick. Le site aura différents portails; entre autres, un portail qui facilitera l'accès en ligne aux outils juridiques en français créés par l'AJEFNB, un portail sera créé spécifiquement pour les justiciables et comportera de l'information juridique et qui sera aussi un lieu pour échanger de l'information au sujet des dossiers juridiques importants (blogue) et un portail visant les juristes anglophones. On prévoit que le site contribuera à favoriser la demande pour des services juridiques en français, car il contribuera à augmenter la capacité des juristes à offrir des services en français et sensibilisera le public aux questions liées à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Montant engagé : 14 900 \$

Projet : Journées d'étude en droit linguistique

Synopsis du projet : Le projet vise à offrir en mars 2008 à Frédéricton une session de formation de deux jours sur les droits linguistiques afin de sensibiliser les juristes tant anglophones que francophones et les justiciables du Nouveau-Brunswick aux droits linguistiques.

Organisation : CENTRE DE TRADUCTION ET DE DOCUMENTATION JURIDIQUES D'OTTAWA

Montant engagé : 230 000 \$

Projet : Création d'outils juridiques et linguistiques 2007-2008

Synopsis du projet : Gamme d'activités conçues pour créer et augmenter des ressources juridiques en français afin d'améliorer la capacité des juristes d'expression française.

**Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles**

Organisation : CENTRE DE TRADUCTION ET DE TERMINOLOGIE JURIDIQUES DE MONCTON

Montant engagé : 160 000 \$

Projet : Création d'outils juridiques et linguistiques 2007-2008

Synopsis du projet : Le projet vise l'élaboration d'une série d'outils juridiques et linguistiques. Ces outils comprennent la production lexicographique qui inclut la normalisation de la terminologie de common law en français, l'élaboration du Juridictionnaire et du fonds terminologique de Juriterm. De plus, le Centre fournira des services d'appui et de veille documentaire. Ce projet contribuera à augmenter la capacité des juristes, des académiciens, des étudiants et des traducteurs juridiques qui utilisent les services du Centre à mieux desservir leurs clients francophones avec le but d'améliorer l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

Organisation : ÉDUCALOI

Montant engagé : 14 890 \$

Projet : Careers in Justice - Phase I

Synopsis du projet : Ce projet est la phase préparatoire d'un projet qui vise à accroître la sensibilisation auprès des jeunes étudiants d'expression anglaise entre 12 et 18 ans, ainsi qu'auprès de leurs enseignants et conseillers en carrières quant aux carrières qui peuvent s'exercer en anglais au Québec dans le système de justice. Le projet s'inspire du projet "Carrières en justice" de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario et consiste en un site Internet interactif qui supporte d'autres activités de sensibilisation telles qu'une campagne de publicité et des activités visant à impliquer des organismes. Cette phase préparatoire consiste en la planification détaillée des activités, incluant la façon de rejoindre les organismes communautaires et les questions sur l'adaptation de la version française du site internet "Carrières en justice". On s'attend à ce que le projet global sensibilise les jeunes aux carrières en justice, ce qui contribuera à la longue à améliorer l'accès à la justice dans les deux langues officielles au Québec. De plus, on s'attend à ce que ce projet contribue d'une façon significative au développement d'un réseau d'organismes d'expression anglaise intéressés aux questions liées à la justice.

**Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles**

Organisation : ÉDUCALOI

Montant engagé : 5 520 \$

Projet : Distribution de dépliants sur les droits linguistiques

Synopsis du projet : Le projet vise à informer les organismes communautaires qui desservent la communauté anglophone du Québec sur les droits linguistiques afin de sensibiliser les anglophones sur les questions d'accès à la justice dans les deux langues officielles. Éducaloï, en partenariat avec le Quebec Community Groups Network, distribuera à des organismes communautaires des trousseaux d'information juridique sur les droits linguistiques.

Organisation : INSTITUT JOSEPH-DUBUC DE WINNIPEG

Montant engagé : 115 000 \$

Projet : Création d'outils juridiques et linguistiques

Synopsis du projet : Gamme d'activités conçues pour créer et augmenter des ressources juridiques en français afin d'améliorer la capacité des juristes d'expression française.

Organisation : INSTITUT JOSEPH-DUBUC DE WINNIPEG

Montant engagé : 195 000 \$

Projet : Programme national de formation en terminologie juridique

Synopsis du projet : La contribution appuie la formation en terminologie juridique française à l'intention des intervenants d'expression française (juges, interprètes, greffiers, procureurs de la couronne et auxiliaires de la justice) dans tout le pays, (sauf l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick), dans le but de perfectionner le français juridique des participants et de sensibiliser les participants, en ce qui concerne l'offre active des services en français, aux questions liées à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

**Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles**

Organisation : UNIVERSITÉ MCGILL – CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PRIVÉ ET COMPARÉ DU QUÉBEC

Montant engagé : 140 000 \$

Projet : Création d'outils juridiques et linguistiques 2007-2008

Synopsis du projet : Gamme d'activités conçues pour créer et augmenter des ressources juridiques en anglais afin d'améliorer la capacité des juristes d'expression anglaise du Québec.

**Responsables:**

Andrée Duchesne, Avocate-conseil et gestionnaire, Justice en langues officielles

Marc Dubois, Analyste de programmes, Direction générale des programmes.

**Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant**

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Montant engagé : 68 000 \$

Projet : Réalisation d'un DVD

Synopsis du projet : Réaliser un DVD en français de présentation simple et claire portant sur les droits et obligations des parents envers leurs enfants qui vivent un divorce ou une séparation ainsi que sur les paiements des pensions alimentaires. Le DVD sera destiné à certains groupes cibles tels que les parents de groupes difficiles à joindre qui vivent une séparation ou un divorce, les sans-abris, les personnes illettrées ou encore les jeunes souvent rétifs à l'information écrite.

Organisation : ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Montant engagé : 33 192 \$

Projet : Droit exercé en collaboration

Synopsis du projet : Créer et rédiger du matériel nécessaire à la tenue de sessions de formation en droit collaboratif qui permettra de consolider la prestation de services en droit de la famille en français en offrant aux familles qui le désirent la résolution de différends hors cour.

Responsable:

Lise Lafrenière-Henrie, Avocate-conseil / Coordonnatrice

Section de la famille, des enfants et des adolescents

### **Fonds du système de justice pour les jeunes**

Organisation : L'ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Montant engagé : 2 525 \$

Projet : Fiches d'information en français pour les immigrants

Synopsis du projet : Les fiches expliquent le système de justice ainsi que les domaines de droit auxquels les immigrants pourraient être confrontés. Une fiche a spécifiquement été créée sur les jeunes et le système de justice au Canada. L'objectif du projet était de sensibiliser les francophones et les immigrants francophones au système de justice canadien et aux lois ainsi qu'à la revendication des droits en français.

Organisation : LE CENTRE COMMUNAUTAIRE TYNDALE ST-GEORGES  
COMMUNITY CENTER

Montant engagé : 32 520 \$

Projet : Programme de stage

Synopsis du projet : L'objectif du Programme de stage est de donner l'occasion aux jeunes qui habitent dans le quartier de la Petite-Bourgogne à Montréal et qui sont vulnérables ou déjà membres de gangs de faire des " choix judicieux " en leur offrant de la formation axée sur le mentorat, l'entrepreneurship et les attitudes sociales positives. Des jeunes seront aiguillés vers le programme par un bureau de probation (Trajet Jeunesse), les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw, le Service de police de la Ville de Montréal ainsi que par l'entremise du centre local de services communautaires (CLSC) de St-Henri sous souscription volontaire ou par recommandation des parents.

Organisation : ÉDUCALOI

Montant engagé : 8 970 \$

Projet : Envoi postal de dépliants sur la justice applicable aux jeunes

Synopsis du projet : Le projet actuel constitue un envoi ciblé du dépliant Jeune pour jeunes aux travailleurs sociaux qui œuvrent auprès des jeunes ainsi que les policiers socio-communautaires des trois corps de police de la région métropolitaine, soit Montréal, Laval et Longueuil. Le but de cette démarche est d'inviter les sept cent destinataires à utiliser l'espace jeunesse du site Internet d'Éducaloi « Jeune pour Jeunes », une ressource fiable d'information sur le système de justice et les droits et obligations des jeunes.

**Fonds du système de justice pour les jeunes**

Organisation : LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION ET D'INFORMATION JURIDIQUES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Montant engagé : 7 484 \$

Projet : Réimprimer la publication intitulée « Consequences of a Youth Record.

Synopsis du projet : L'objectif du projet est de réimprimer 3 000 copies de la publication intitulée « Consequences of a Youth Record ». Le projet comprend également la révision/mise en ligne de matériel bilingue éducatif tel que des jeux, vidéos et publications préalablement subventionnés sur le site Internet [www.youthjusticenb.ca](http://www.youthjusticenb.ca). Le résultat attendu est un accès accru à de l'information précise sur la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA) pour les communautés anglophones et francophones du Nouveau-Brunswick.

Organisation : PUBLIC LEGAL EDUCATION NETWORK OF ALBERTA (PLENA)

Montant engagé : 19 600 \$

Projet : Créer une zone en français sur le site Internet de l'organisme ainsi que pour traduire/adapter certaines de leurs publications en ligne.

Synopsis du projet : Création d'une zone en français sur le site Internet de l'organisme ainsi que la traduction adaptée de quelques publications en ligne. Le projet consiste également à réimprimer des copies du livret « Rights? Your Rights and Responsibilities » et du manuel de formation « Youth Justice Education Theatre ». L'objectif de ce projet est d'accroître l'accès à de l'information juste sur la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA) pour les communautés anglophones et francophones de l'Alberta.

Responsable :

Jasmyne Bois, Analyste de programmes, Section de la politique en matière de justice applicable aux jeunes.

**Initiative sur les victimes d'actes criminels**

Organisation : LES SERVICES DE COUNSELLING DE HEARST, KAPUSKASING ET SMOOTH ROCK FALLS

Montant engagé : 5 000 \$

Projet : « Ensemble, trouvons la voie »

Synopsis du projet : Ce projet appuie les activités qui auront lieu durant la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels de 2008. Le thème de cette année est " Ensemble, trouvons la voie ". L'un des objectifs principaux de la Semaine est de contribuer à faire connaître les besoins des victimes d'actes criminels, les services, l'aide et les lois qui existent. Deux conférenciers sont invités pour une formation d'une journée sur la violence conjugale, l'agression sexuelle ou l'impact de la conduite avec facultés affaiblies, pour les professionnels représentant différentes agences dans la communauté et le public en général. Il y aura également des kiosques d'information et de sensibilisation du public dans la communauté dans le but de faire connaître les problèmes auxquels sont confrontés les victimes d'actes criminels ainsi que les services et l'aide en place pour leur venir en aide. Le troisième volet comprend la distribution de dépliants d'information publique et des publicités à la radio et dans les journaux afin d'informer le public en général de la problématique entourant les victimes d'actes criminels et les services disponibles.

**Responsable :**

Mireille Provost, Analyste principale de programmes, Direction des innovations, analyse et intégration.



